

Les expulsions violentes se poursuivent à Notre Dame des Landes

Le gouvernement protège les intérêts de Vinci

Les scandaleuses tentatives d'expulsion de centaines d'habitants travaillant la terre se poursuivent sur le site de Notre Dame des Landes, lieu du projet d'installation de l'inutile Ayrault- port de Nantes cher au premier ministre. Avant la trêve hivernale, il s'agit de faire table rase pour laisser place aux travaux d'infrastructure d'accès au futur chantier. La répression violente engagée sur ordre montre l'allégeance de la majorité présidentielle à la multinationale Vinci.

Le gouvernement renie ainsi l'engagement du Grenelle de ne pas construire de nouvel aéroport et la volonté des Nations Unies de protéger les zones humides. Il verse des centaines de millions d'euros au privé, la multinationale Vinci, bétonne des terres agricoles, militarise une zone de travail des paysans et salarié- es agricoles.

L'attitude du gouvernement illustre son manque de courage pour faire le pas décisif de la transition écologique. Les clignotants ne sont pas au vert dans ce domaine. Outre l'aéroport de notre Dame des Landes, la porte de l'exploitation des gaz de schiste reste entrouverte, les pressions en faveur de la culture OGM redoublent d'activité, la filière nucléaire n'est pas remise en question. Tout est réuni pour consacrer l'échec du débat sur la transition énergétique qui doit s'ouvrir prochainement.

L'Union régionale SOLIDAIRES Bretagne condamne la répression et les violences inacceptables contre les manifestant-es, soutient la résistance non violente qui se poursuit sur le site de Notre Dame des Landes et les rassemblements qui s'annoncent à Rennes, Nantes, Redon..., auxquels elle appellera à participer.

Contact : David COCAULT (07 88 48 72 63)